

## LETTRE D'INFORMATION N° 10 DE L'ADEUPA DE BREST

### ÉVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DES BASSINS DE BREST ET QUIMPER

#### **Bilan 2007 et prévisions 2008 des entreprises du bassin de Brest**

*Comme chaque année, la CCI de Brest et l'ADEUPa ont interrogé 420 entreprises du bassin de Brest afin de dresser un bilan économique de l'année passée et les perspectives pour l'année en cours.*

#### **Nette progression des chiffres d'affaires en 2007**

Les entreprises ont enregistré un accroissement significatif de leur chiffre d'affaires en 2007, dans des proportions nettement supérieures à leurs prévisions. L'inflation du prix des matières premières, intégrée dans les prix de vente, a contribué à cette tendance. La rentabilité n'a guère évolué en raison notamment d'une répercussion partielle de la hausse des coûts d'approvisionnement, de la crise financière internationale et de la contraction de la demande des ménages. Les effectifs de ces entreprises ont légèrement augmenté en 2007.

#### **Perspectives favorables pour 2008**

Selon les prévisions formulées par le panel d'entreprises, les chiffres d'affaires devraient progresser à nouveau en 2008 ; cette hausse devrait s'accompagner d'un rebond de la rentabilité. Seuls les industriels des biens d'équipement tablent sur une nouvelle dégradation de la rentabilité.

[Retrouvez l'intégralité des résultats de l'enquête de conjoncture sur le site Internet de l'ADEUPa](#) et sur celui de la CCI de Brest.

#### **Conjoncture économique du 1er trimestre 2008**

*Dans le cadre de l'observatoire de l'économie du Pays de Brest et de la zone d'emploi de Quimper, l'ADEUPa vous propose une analyse de l'activité économique, du comportement des ménages et du marché du travail au 1er trimestre 2008.*

#### **Pays de Brest**

Le chiffre d'affaires des entreprises du Pays de Brest (sauf l'industrie des biens de consommation) progresse dans un contexte inflationniste. Les autorisations de bâtiments industriels et commerciaux s'inscrivent à la hausse et les perspectives qui se dessinent sont favorables avec des programmes d'investissement annoncés par des entreprises du bassin de Brest (SDMO, ALT, Lafarge Ciment...). Sur le marché de l'emploi, le nombre de chômeurs (cat. 1) a progressé en février puis en mars. Cette augmentation traduit un ralentissement de l'activité économique ; les reprises d'emploi sont certes plus nombreuses que les mois précédents, mais cette hausse ne compense pas la progression des licenciements et des fins de mission.

Cette tendance pourrait expliquer le repli de la confiance des ménages au 1er trimestre, qui s'est traduit par un recul du chiffre d'affaires des commerces. L'érosion de la demande des ménages reste toutefois circonscrite à ce secteur et n'affecte pas celui des services. L'investissement des particuliers se maintient grâce à la vigueur de l'activité sur le marché du logement collectif, tandis qu'un tassement est observé sur le marché de l'individuel.

#### **Zone d'emploi de Quimper**

Sur la zone d'emploi de Quimper, les entreprises enregistrent une augmentation de leur chiffre d'affaires. La vitalité du tertiaire contraste avec les difficultés d'autres secteurs d'activités. Les quantités et valeurs débarquées sous les criées cornouaillaises sont en repli au 1er trimestre. Les entreprises de transport et les industries de biens intermédiaires présentent également un recul de leur chiffre d'affaires.

Dans le prolongement de la tendance observée au cours du 2ème semestre 2007, les dépenses de consommation des ménages dans les commerces et entreprises de services ont progressé ; cette hausse est tirée en partie par celle des produits alimentaires et du carburant. Dans le secteur du logement, le tassement sur le marché du logement neuf se confirme et touche aussi bien l'habitat individuel que collectif. Conformément à la situation nationale et régionale, la baisse du chômage marque le pas avec une augmentation de la demande d'emploi (cat. 1) en février et mars. Les sorties des listes de l'ANPE s'avèrent moins nombreuses du fait principalement d'un recul des reprises d'emploi. Parallèlement, le nombre d'entrées sur les listes de l'ANPE diminue : c'est particulièrement vrai pour les premières entrées.